

Le gouvernement ne cède pas, **NOUS NON PLUS !**



La contre-réforme des retraites dure depuis 17 ans

1993 : la contre-réforme vise les salariés du privé
2003 : elle vise les salariés du public
2007 : c'est le tour des régimes spéciaux
2010 : tous les salariés du privé et du public sont attaqués !

Toutes les mesures avancées depuis 17 ans...

- Augmentation du nombre d'annuités nécessaires (de 37,5, on est passé à 40,5, et ça continue...)
- Modification du mode de calcul du montant des retraites
- Création d'une décote pour les années manquantes
- Report de l'âge légal de départ à la retraite ou l'âge pour une retraite à taux plein (cette fois, de 60 à 62 ans et de 65 à 67 ans).
- Augmentation du taux de cotisation pour les salariés (cette fois, une journée de salaire par mois en plus pour les fonctionnaires), mais des exonérations pour le patronat.

Toutes ces mesures ont le même effet :

L'appauvrissement des retraités avec une baisse des pensions.

Depuis 17 ans, le Medef et le gouvernement fragilisent les retraites en baissant les pensions, par l'allongement de la durée de cotisation et la double peine de la décote.

L'Europe néolibérale veut nous faire travailler plus longtemps ! Cette volonté a été affirmée par le Conseil européen à Barcelone en 2002. Jacques Chirac et Lionel Jospin ont signé la déclaration finale des gouvernements qui engage à « *augmenter d'environ 5 ans l'âge moyen effectif auquel cesse l'activité professionnelle* ».

Mais les mesures prises depuis 1993 n'ont pas suffi pour provoquer une augmentation significative de la retraite par capitalisation. La **loi Sarkozy-Woerth-Parisot** y consacre plusieurs articles. Et l'on remarquera le curieux partage des tâches entre les deux frères Sarkozy. Devenu PDG du groupe Malakoff Médéric, Guillaume Sarkozy (le frère de Nicolas) a créé Sevriena, société d'épargne-retraite, avec la CNP Assurances, filiale de l'officielle Caisse des dépôts. En janvier 2011, il espère engranger un marché estimé entre 40 et 110 milliards par an. L'un fait passer une contre-réforme amplifiant les fonds d'une **retraite par capitalisation**, dans le même temps, l'autre crée une société pour engranger ces fonds...

La nouvelle loi, même votée, reste illégitime. Elle sera contestée pour de nombreuses raisons : son contenu inacceptable, la façon dont elle a été décidée, l'affairisme qui l'entoure, son rejet massif par la population et toutes les organisations syndicales.

Ce qui est en jeu, c'est la politique de régression sociale et de démantèlement des principes fondateurs de la République, bien au-delà des retraites. Ce qui est posé publiquement, c'est la question de la **répartition des richesses produites dans le pays**. Et ce débat, il faut le poursuivre, pour imposer un autre partage : le fait qu'une infime minorité s'accapare le profit tiré du travail de l'immense majorité n'est pas un phénomène inéluctable, c'est un choix politique, une question de société.



Le mouvement n'est pas fini !

Historique ! Ce mot est revenu en force dans toutes les villes en constatant l'ampleur du mouvement et son ancrage dans le pays, réunissant des millions de personnes, travailleurs, sans-emplois, lycéens, étudiants....

Après plus de deux semaines de grève, les secteurs emblématiques se replient ou changent les modalités de leur grève. Certains veulent faire croire que tout est désormais joué. Mais la journée du 28 octobre, en pleines vacances scolaires, a montré que la détermination des travailleurs et des jeunes était intacte et qu'ils demandent aux organisations syndicales de ne rien lâcher.

De nombreux collectifs unitaires se sont créés à la base pour animer l'action entre deux journées de manifestations nationales, avec soutiens aux piquets de grève, diffusions de tracts à la population et devant les entreprises, opérations escargots, blocages filtrants de zones industrielles, blocage de zones commerciales, actions symboliques ciblées sur des chambres de Commerce, des locaux du Medef ou de l'UMP.

Depuis le début, SUD-Solidaires affirme que l'enjeu des retraites et l'intransigeance du gouvernement nécessitent une **grève générale reconductible** bloquant l'économie du pays et frappant les possédants à la caisse. Nous savons maintenant que « *l'économie du pays a frisé la catastrophe* » avec la grève des raffineries et le blocage des transports. Il aurait suffi d'organiser la solidarité avec les grévistes et de continuer sur cette voie. C'est ce qu'ont voulu SUD-Solidaires et la FSU lors de l'intersyndicale du 21 octobre, mais les autres organisations syndicales ont refusé de prendre les décisions qui auraient permis d'étendre les actions en cours.

Le samedi 6 novembre peut être l'occasion de poursuivre la mobilisation engagée, en revenant à l'articulation entre rendez-vous nationaux et actions locales décidées quotidiennement dans l'unité. Il est de la responsabilité des organisations syndicales, mais aussi de nous tous, de donner à ce processus une nouvelle impulsion !

Il ne faut rien lâcher

Toutes et tous dans la rue samedi 6 novembre !

A Paris, la manifestation partira de **République à 14h30**.
RDV SUD-Solidaires devant la caserne à l'angle de la rue du Faubourg du Temple.
SUD sera sur l'itinéraire direct vers Nation, via Voltaire.

Soutenons les grévistes financièrement: <http://www.solidaires.org/article33397.html>

Paris, le 4 novembre 2010

SUD-AFP (Union SUD Culture & Médias Solidaires)